

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

4 novembre 2022

PLFR POUR 2022 - (N° 393)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 168

présenté par

M. Naegelen, M. Acquaviva, M. Jean-Louis Bricout, M. Castellani, M. de Courson,  
Mme Descamps, M. Lenormand, M. Mathiasin, M. Molac, M. Morel-À-L'Huissier, M. Panifous,  
M. Taupiac et M. Warsmann

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****AVANT L'ARTICLE 1, insérer l'article suivant:**

I. – L'article 199 *quindecies* du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase, les mots : « d'une réduction d'impôt égale » sont remplacés par les mots : « d'un crédit d'impôt égal » ;

2° À la seconde phrase, les mots : « à la réduction » sont remplacés par les mots : « au crédit ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – Le I n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement a pour objet de rétablir une mesure de justice fiscale adoptée en séance lors de l'examen du projet de loi de finances 2023 par l'Assemblée nationale puis évincée par l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

En application du Code général des impôts, les personnes âgées vivant en EHPAD bénéficient d'une réduction d'impôt de 25 % des sommes réglées au titre de leur hébergement et des frais liés à la dépendance, dans la limite de 10 000 € par personne hébergée. Cette mesure, puisqu'il s'agit d'une réduction d'impôt, ne s'applique qu'aux personnes redevables de l'impôt. Ainsi, les personnes dites non imposables ne sont pas bénéficiaires de cette disposition fiscale.

En conséquence, les personnes aux faibles ressources, non imposables, doivent s'acquitter d'un loyer souvent supérieur à leur revenu, sans bénéficier de cet avantage fiscal.

Cet amendement a ainsi pour objet de transformer cette réduction d'impôt en crédit d'impôt pour permettre aux personnes non imposables de bénéficier de disposition fiscale pour supporter leurs frais liés à la dépendance et à leur hébergement en EHPAD.